



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-derive-de-l-economie-sovietique>

# La dérive de l'économie soviétique

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 861 - novembre 1987 -

Date de mise en ligne : vendredi 10 juillet 2009

Date de parution : novembre 1987

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

A en juger par le gigantisme de ses réalisations, par ses performances en matière industrielle, sociale et culturelle, par le haut niveau de la formation et de la recherche, l'économie soviétique semblait en bonne posture pour aller de l'avant. Les publications vantaient la sécurité du revenu, l'accroissement constant des pouvoirs d'achat dans la stabilité des prix obtenue au moyen d'une habile mise en place des fonds sociaux de consommation, fonds prélevés sur la collecte des profits.

Et puis, soudain, le ton change. Bureaucratie, laisser-aller, manque de conscience paralysent le progrès technologique. Paresse, ivrognerie, stagnation des taux de croissance, médiocre qualité des biens courants, insuffisance de la production destinée aux foyers, fonctionnaires corrompus, il faut redresser la barre. Et voilà qu'on privatise le profit au niveau de l'artisanat, du petit commerce, des coopératives et des services, que l'on délègue aux banques, un pouvoir de décision en matière d'octroi du crédit. D'ordinaire, la rentabilité prend le pas sur l'utilité. Pour les gérants des entreprises, responsabilisés, l'efficacité financière devient le maître-mot, associé à la compétitivité. L'autonomie rendue aux entreprises, l'Etat privé de l'essentiel de ses recettes doit réduire sa tutelle, borner son rôle à celui d'un contrôleur.

A l'Etat oppresseur vont ainsi se substituer une nuée de "négrés" après au gain, soucieux de profits, libres de fixer leurs prix, sanctionnés par la faillite et ce qui s'ensuit, exploitant à leur tour leurs personnels et les consommateurs. Sans doute subsiste-t-il un important secteur socialisé où le plan fait la loi, un secteur où, cependant, les multinationales se manifestent dans d'étranges opérations de coproduction, leurs intérêts à tortivement mêlés à ceux de l'Etat soviétique, autorisées d'ordinaire à reporter non plus seulement leur part de production, mais aussi leurs profits.

A l'ancien système qui permettait d'approvisionner à bas prix l'ensemble de la population, succède la dure loi du marché, celle de l'offre et de la demande. Devenue fléau, l'abondance sera combattue comme elle doit l'être dans l'aire du capitalisme occidental, producteurs et marchands s'enrichissant à la mesure du rationnement imposé par les prix à la multitude.

En se privatisant, le profit accuse son rôle pernicieux : création et aggravation d'injustes inégalités, ségrégation sociale et lutte des classes, moindre intérêt pour les projets caractéristiques sociaux ou culturels d'ordinaire de rentabilité. La concurrence s'installe avec ses gaspillages de moyens, de ressources et d'emplois. Elle s'accompagne d'un climat d'insécurité, de migrations de la main-d'œuvre, de ruptures avec le milieu, de tous les ingrédients de cette struggle for life qui mobilise une part si importante d'efforts soustraits à la production pour courir après l'argent. Mots-clés, compétitivité, efficacité financière, initiative individuelle, figurent pareillement au tableau d'honneur de la "restructuration", présentée comme nécessaire à la modernisation.

S'il est vrai que la modernisation implique un accroissement des échanges internationaux, la pratique du troc n'at-elle pas, à ce jour, procuré aux Soviétiques les technologies de pointe, les équipements les plus performants, notamment en matière de robotique, d'informatique ?

Il semble que ce reniement de l'efficacité du socialisme soviétique, que ce démantèlement de ses idéaux soient en réalité la conséquence de l'implantation des multinationales dans les pays de l'Est. N'étant parvenus ni à faire aboutir leurs projets de reconquête, ni à décapiter l'idéologie marxiste-léniniste, nos "Trilatéraux" (1) ont choisi d'en corrompre le contenu doctrinal, d'introduire le ver dans le fruit, comptant n'en faire qu'une bouchée grasse à une science consommée des manipulations du marché, à leur maîtrise des mouvements monétaires. Et voici le Premier soviétique souscrivant aux exigences des multinationales, confessant ses erreurs, annonçant urbi et orbi cette restructuration économique destinée avant tout à transformer le capitalisme d'Etat en un socialisme mi-privé, mimixte, assez proche du capitalisme occidental, mieux apte, en adoptant ses règles, à développer les activités lucratives des entreprises étrangères implantées en territoire soviétique.

Il fallait, en effet, mettre un terme au dumping des pays socialistes sur les marchés extérieurs, rétablir la vérité des prix, convenir de nouvelles normes de cohabitation. Voilà qui est fait. Les autorités soviétiques se répandent en discours-fleuve, expliquant qu'il s'agit non pas d'un recul du socialisme, mais d'un bond en avant. Ils sèment les germes d'une interminable querelle. En décentralisant la gestion du profit, en la confiant à une multitude de gestionnaires, non seulement l'Etat s'ampute d'un

instrument indispensable à sa politique, mais, exposés au risque de l'échec financier, les gestionnaires sont enclins à se comporter à l'égard de leurs personnels, en patrons de droit divin. Licenciements, envol des prix, insécurité, est-ce pour en arriver à, au démantèlement des acquis de leur socialisme, que les Soviétiques auront subi, durant trois quarts de siècle, de pareilles privations, le joug d'une dictature acceptée dans la perspective de lendemains qui chantent ? La population, victime de cet envol des prix, va payer cher ce retour partiel au capitalisme des artisans et des boutiquiers. L'économie soviétique a fait un faux pas, s'engageant sur la mauvaise voie. Conscients de la nécessité d'accroître la machine à produire et à distribuer, les responsables ont choisi le pire des moyens. Comment, après avoir tant et tant disserté sur l'amoralité du profit, dénoncé le capitalisme comme le mal absolu des sociétés, ont-ils pu abjurer leur foi, se laisser pareillement abuser ? Il leur a manqué d'être informés d'un modèle de société à monnaie de consommation (2). En l'adoptant, ils faisaient franchir au développement, à la croissance des services et des biens, un bond bien supérieur à celui attendu de toute autre formule, à éliminer les gaspillages inhérents à l'économie de marché et de concurrence, effacer les obstacles dressés par le profit à l'essor des initiatives, aux vraies libertés.

Faux pas d'autant plus regrettable, qu'ayant déjà socialisé production et distribution, barant tous les revenus, assurés ses échanges avec l'extérieur, l'Union soviétique avait accompli les trois quarts du chemin qui l'eût amenée, sans coup férir, au rang de leader d'une formule socialiste libérale de ses tares, offerte en exemple aux autres nations.

(1) Les membres de la Commission trilatérale, État-major politique des multinationales et de leurs banques.

(2) Cf « Projet de société pour demain » (META n° spécial décembre 1982).

« Demain l'An 2000 » (réédition de « L'An 2000 » publiée chez Pion 1965).

Aujourd'hui, une révolution monétaire. Demain une révolution économique » (La Grande Revue, n° 838, octobre 1985).